

RCS : CAEN

Code greffe : 1402

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CAEN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1976 B 00064

Numéro SIREN : 306 062 944

Nom ou dénomination : LABORATOIRES GILBERT

Ce dépôt a été enregistré le 22/12/2020 sous le numéro de dépôt 8180

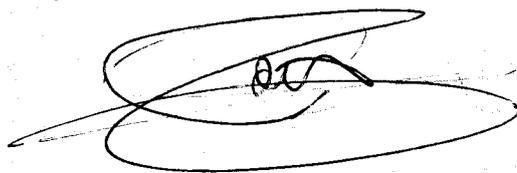
LABORATOIRES GILBERT

928 Avenue DU GENERAL DE GAULLE

14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

Comptes au 31/12/2019

« COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL »

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a central mark that resembles the letters 'GG'.

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	3 709 834	2 910 623	799 210	1 023 715
Fonds commercial	3 025 555		3 025 555	2 715 245
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	12 202 938	10 549 013	1 653 925	2 434 728
Installations techniques, matériel, outillage	65 422 961	48 006 605	17 416 356	21 149 327
Autres immobilisations corporelles	691 134	574 123	117 011	130 434
Immobilisations en cours	13 797 444		13 797 444	4 988 442
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	29 007	11	28 996	28 996
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	423 541		423 541	423 541
ACTIF IMMOBILISE	99 302 415	62 040 376	37 262 039	32 894 429
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	3 875 621	606 100	3 269 521	3 323 485
En-cours de production de biens	1 300 347	134 325	1 166 021	922 152
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	7 253 845	215 687	7 038 158	5 381 379
Marchandises	8 205 722	358 265	7 847 457	7 932 033
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	33 930 055	729 406	33 200 649	29 627 738
Autres créances	2 746 054		2 746 054	6 801 434
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	2 705 815		2 705 815	2 624 682
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 410 863		1 410 863	1 011 632
ACTIF CIRCULANT	61 428 322	2 043 783	59 384 538	57 624 534
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	1 340		1 340	
TOTAL GENERAL	160 732 076	64 084 159	96 647 917	90 518 963

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 5 048 000)	5 048 000	5 048 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	504 800	504 800
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	11 195 661	11 195 661
Report à nouveau	12 281 644	8 394 937
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	4 533 418	4 290 547
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	13 526 790	15 084 774
CAPITAUX PROPRES	47 090 313	44 518 718
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 345	70 000
Provisions pour charges	150 500	108 500
PROVISIONS	151 845	178 500
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	24 583 211	17 976 800
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	1 271 526	785 662
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 530 256	17 520 396
Dettes fiscales et sociales	5 595 639	5 587 761
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 041 700	3 372 078
Autres dettes	383 333	578 790
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	49 405 666	45 821 487
Ecart de conversion passif	94	257
TOTAL GENERAL	96 647 917	90 518 963

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	87 733 051	48 748 967	136 482 017	137 291 138
Production vendue de services	4 556 991	512 408	5 069 398	4 734 046
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	92 290 041	49 261 375	141 551 416	142 025 184
Production stockée			1 764 934	-573 378
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			218 030	39 800
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			824 521	687 911
Autres produits			2 853 570	1 139 465
PRODUITS D'EXPLOITATION			147 212 471	143 318 982
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			61 141 154	59 697 854
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-28 493	-1 404 043
Autres achats et charges externes			47 857 148	48 167 912
Impôts, taxes et versements assimilés			1 769 240	1 944 690
Salaires et traitements			14 499 634	13 515 052
Charges sociales			6 941 803	6 679 402
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 271 404	5 712 810
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			462 834	636 599
Dotations aux provisions			42 000	158 500
Autres charges			3 951 448	3 516 823
CHARGES D'EXPLOITATION			141 908 172	138 625 600
RESULTAT D'EXPLOITATION			5 304 299	4 693 382
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			15 708	17 611
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			63 981	62 429
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			575	-7
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			80 265	80 033
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			1 356	
Intérêts et charges assimilées			312 531	261 994
Différences négatives de change			469	249
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			314 357	262 242
RESULTAT FINANCIER			-234 092	-182 210
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			5 070 207	4 511 172

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	323	26 153
Produits exceptionnels sur opérations en capital	8 700	244 127
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	2 100 736	2 187 367
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 109 759	2 457 648
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 733	5 975
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 507	105 152
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	492 090	1 241 650
CHARGES EXCEPTIONNELLES	498 331	1 352 776
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 611 429	1 104 872
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	627 723	416 583
Impôts sur les bénéfices	1 520 495	908 914
TOTAL DES PRODUITS	149 402 495	145 856 662
TOTAL DES CHARGES	144 869 077	141 566 115
BENEFICE OU PERTE	4 533 418	4 290 547

Faits caractéristiques de l'exercice

Extension Usine Cambridge :

Une extension de l'usine située sur le site de Cambridge est en cours.

Le budget total du projet est de 29 672 K€, réparti comme suit :

- Coût de la partie « Immobilière », portée par la SCI CAMBRIDGE : 7 229 K€
- Coût liée à la partie « Industrielle », portée par les LABORATOIRES GILBERT : 22 443 K€

Les travaux immobiliers, portés par la SCI CAMBRIDGE, ont débuté sur le 2^{ème} semestre 2018 et se termineront en 2020.

Ce projet est intégralement financé par nos partenaires bancaires.

Au 31/12/2019, des acomptes sur les machines liées à cette extension ont été versés sur l'année 2019, ce qui explique le montant du poste « Immobilisations en cours ».

Evènements post-clôture :

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement postérieur au 31 décembre 2019 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2019, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2019 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

L'entreprise constate que ces événements sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur son activité depuis mi-mars 2020, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation.

Eu égard à une situation extrêmement évolutive, il est difficile d'en estimer les impacts financiers. A la date d'arrêt des comptes de l'entreprise, celle-ci n'est pas en mesure de chiffrer l'impact de la crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

L'entreprise a toutefois mis en œuvre les actions estimées nécessaires à la continuité de l'activité.

CICE :

Jusqu'au 31 décembre 2018, le Crédit d'impôt Compétitivité et Emploi (CICE) était constaté au crédit du compte 649 – Charges de personnel CICE, conformément à la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables.

Cette présentation est modifiée sur l'exercice en cours, le CICE ayant été remplacé depuis le 1er janvier 2019 par un allègement des cotisations patronales.

Les comptes annuels sont établis en conformité avec la réglementation en vigueur et en particulier avec les règlements publiés par le Comité de Réglementation Comptable (CRC), notamment le Plan Comptable Général (Règlement ANC 2014-03 du 05/06/2014).

Les règles sur les actifs, amortissements et dépréciations qui sont issues des règlements CRC 2002-10 (du 12 décembre 2002) et 2003-07 (du 12 décembre 2003) sur les amortissements et les dépréciations, du règlement CRC 2004-06 (du 23 novembre 2004) relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Ces règlements ont été complétés par divers autres textes notamment : l'avis 2003-E du 9 juillet 2003 du comité d'urgence du CNC concernant les modalités de première application de la comptabilisation par composants et des dispositions transitoires prévues à l'article 15 du règlement 2002-10 du CRC relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs ainsi que l'avis 2005-D du 1er juin 2005 du comité d'urgence afférent aux modalités d'application des règlements 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Lorsque la valeur d'inventaire des fonds commerciaux reconnue comme valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.
Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations incorporelles	Amort. pour dépréciation	Amort. fiscalement pratiqués
Brevets et Marques	10%L	10%L

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif ; E = exceptionnel) :

Immobilisations corporelles	Amortissements pour dépréciation	Amortissements fiscalement pratiqués
Constructions	10 à 25 ans L	10 à 25 ans L
Agencements de constructions	10 à 25 ans L	10 à 20 ans L
Installations techniques, mat.outillage	5 à 15 ans L ou D	5 à 15 ans L ou D
Install. générales agencts, aménagts	5 à 15 ans L ou D	5 à 15 ans L ou D
Matériel de transport	4 ans L	4 ans L
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans L ou D	3 à 5 ans L ou D
Mobilier	10 ans L	10 ans L

Les agencements de constructions, le matériel industriel, l'agencement du matériel, dont la valeur nette comptable au 01/01/2005 était supérieur à 8 000€, ont été décomposés par réallocation des valeurs nettes comptables et amortis selon les critères retenus par l'administration fiscale dans son instruction BO 4-A-3-05.

Les immobilisations autres que celles citées ci dessus, inscrites à l'actif lors de la mise en application des nouvelles règles, n'ont pu faute d'information suffisante, être décomposées.

La valeur résiduelle, n'étant pas significative et mesurable, n'a pas été prise en compte pour le calcul des amortissements.

L'application des nouvelles normes a eu pour conséquence :

- de diminuer les amortissements économiques
- de générer des amortissements dérogatoires.

FONDS DE COMMERCE

Les fonds commerciaux sont non amortis et d'une durée d'utilisation non limitée.

Conformément à la modification du Code de Commerce en Juillet 2015, transposant la Directive Comptable Unique Européenne n°2013/34/UE du 26 Juin 2013, des tests de dépréciation ont été effectués sur les fonds de commerce présents à l'actif à la clôture des comptes.

Aucune dépréciation complémentaire n'a été constatée sur l'exercice.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS

- La méthode utilisée pour la dépréciation du stock est fondée sur l'analyse de son renouvellement et prend en compte 3 critères :

- la rotation du stock
- la date de dernière entrée en stock
- l'analyse individualisée de chaque article.

- Chaque catégorie de marchandises en stock est ainsi analysée en fonction :

- de la quantité d'article en stock au début de l'exercice
- du nombre d'articles vendus au cours de l'exercice
- du temps de rotation des articles.

L'analyse du renouvellement du stock est réalisée à partir du taux de rotation des marchandises calculé en nombre de jours.

Les stocks ont ainsi été divisés en trois catégories en fonction de leur taux de rotation :

- Taux de rotation inférieur à 220 jours ouvrés (1 an)
- Taux de rotation compris entre 220 jours et 700 jours ouvrés (entre 1 an et 2 ans)
- Taux de rotation supérieur à 700 jours ouvrés (3 ans).

- La dépréciation est également fonction de la date de dernière entrée dans le stock. Ainsi, la dépréciation des articles ne débute qu'après une présence en stock du dernier article entré d'au moins douze mois.

- Cette méthode statistique est systématiquement contrôlée individuellement (article par article) par les services comptables et marketing.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Provisions clients:

Les créances clients sont provisionnées à 100% :

- quand au 31/03/N+1 la date d'échéance est dépassée de 3 mois pour les pharmacies
- quand au 31/03/N+1 la date d'échéance est dépassée de 6 mois pour les autres clients
- quand les clients font l'objet d'une procédure judiciaire.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

Intégration fiscale :

Depuis l'exercice ouvert le 01/01/2001, la société LABORATOIRES GILBERT est comprise dans le périmètre d'intégration de la société :

SAS FINANCIERE BATTEUR
Avenue du Général de Gaulle
14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

La charge d'impôt est supportée par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration. Il n'y a donc pas de différence entre l'impôt comptabilisé et la charge d'impôt qu'aurait supporté la société en l'absence d'intégration.

Annexes

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 396 749		356 741
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	12 182 613		20 326
Install. techniques, matériel et outillage ind.	65 180 223		375 754
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport	28 685		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	663 979		28 036
Emballages récupérables et divers	46 162		
Immobilisations corporelles en cours	4 988 442		8 809 002
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	83 090 104		9 233 118
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	28 996		11
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	423 541		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	452 537		11
TOTAL GENERAL	89 939 390		9 589 870

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		18 101	6 735 389	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			12 202 938	
Installations techn., matériel et outillages ind.		133 016	65 422 961	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport			28 685	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		75 728	616 287	
Emballages récupérables et divers			46 162	
Immobilisations corporelles en cours			13 797 444	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		208 744	92 114 478	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			29 007	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			423 541	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			452 549	
TOTAL GENERAL		226 845	99 302 415	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 657 789	270 935	18 101	2 910 623
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	9 747 885	801 128		10 549 013
Installations techniques, matériel et outillage industriels	43 732 945	4 157 881	131 509	47 759 316
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport	28 685			28 685
Matériel de bureau et informatique, mobilier	579 706	41 459	75 728	545 438
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	54 089 221	5 000 468	207 237	58 882 452
TOTAL GENERAL	56 747 010	5 271 404	225 339	61 793 075

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations	33 879			27 783			6 096
Install. Tech.	455 718			2 002 700			-1 546 983
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau	2 494			19 591			-17 098
Embal récup.							
CORPOREL.	492 090			2 050 074			-1 557 984
Acquis. titre							
TOTAL	492 090			2 050 074			-1 557 984

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	15 084 774	492 090	2 050 074	13 526 790
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	15 084 774	492 090	2 050 074	13 526 790
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change		1 340		1 340
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	178 500	42 005	70 000	150 505
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	178 500	43 345	70 000	151 845
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles	297 951		50 662	247 289
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation		11		11
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	1 283 060	343 422	312 104	1 314 377
Dépréciations comptes clients	609 994	119 412		729 406
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	2 191 005	462 845	362 766	2 291 084
TOTAL GENERAL	17 454 279	998 281	2 482 841	15 969 719

Dotations et reprises d'exploitation

504 834

382 104

Dotations et reprises financières

1 356

Dotations et reprises exceptionnelles

492 090

2 100 736

Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			423 541
Autres immobilisations financières	423 541		423 541
Clients douteux ou litigieux	347 782	347 782	
Autres créances clients	33 582 273	33 582 273	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	4 963	4 963	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	54 754	54 754	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 040 939	2 040 939	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	28 765	28 765	
Débiteurs divers	616 633	616 633	
Charges constatées d'avance	1 410 863	1 410 863	
TOTAL GENERAL	38 510 513	38 086 972	423 541

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	24 583 211	3 461 141	7 145 212	13 976 858
Emprunts et dettes financières divers	717 151	717 151		
Fournisseurs et comptes rattachés	16 530 256	16 530 256		
Personnel et comptes rattachés	2 930 811	2 930 811		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 014 531	2 014 531		
Etat : impôt sur les bénéfices	174	174		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	207 655	207 655		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	442 469	442 469		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 041 700	1 041 700		
Groupe et associés	554 375	554 375		
Autres dettes	383 333	383 333		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	49 405 666	28 283 596	7 145 212	13 976 858

Emprunts souscrits en cours d'exercice 10 077 299
Emprunts remboursés en cours d'exercice 3 439 378
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Laboratoires Gilbert

Dépréciation des fonds de commerce

<i>en K€</i>		Valeur Brute 31/12/2018	+	-	Valeur Brute 31/12/2019	CA 2019 lié au Fonds de commerce
Fonds de commerce	"Cosmopharm"	2 700			2 700	7 354
Fonds de commerce	"Laboratoires Gilbert"	15			15	
Fonds de commerce	"Arthur et Lola"		310		310	N/A
Total		2 715			3 025	

Le fonds de commerce "Arthur et Lola" a été acquis en date du 31/12/2019

<i>en K€</i>		Dépréciation 31/12/2018	+	-	Dépréciation 31/12/2019
Fonds de commerce	"Cosmopharm"	-			-
Fonds de commerce	"Laboratoires Gilbert"	-			-
Fonds de commerce	"Arthur et Lola"	-			-
Total		-	-	-	-

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée au cours de l'exercice.

<i>en K€</i>		Valeur Nette 31/12/2018	+	-	Valeur Nette 31/12/2019
Fonds de commerce	"Cosmopharm"	2 700	-		2 700
Fonds de commerce	"Laboratoires Gilbert"	15	-		15
Fonds de commerce	"Arthur et Lola"	-	310		310
Total		2 715	310	-	3 025

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
168800	INTERETS COURUS NON ECHUS	5 663,00	9 321,00	-3 658,00
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		5 663,00	9 321,00	-3 658,00
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100	FOURNISSEURS FACTURES NON PARVEN	3 531 811,42	3 159 348,01	372 463,41
408101	COMPTE FOURNISSEURS	-20 594,42	232 520,45	-253 114,87
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		3 511 217,00	3 391 868,46	119 348,54
AUTRES DETTES				
419800	CLIENTS AVOIRS A ETABLIR	353 558,88	555 299,42	-201 740,54
468600	DIVERS CHARGES A PAYER	29 774,44	23 475,05	6 299,39
TOTAL AUTRES DETTES		383 333,32	578 774,47	-195 441,15
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	DETTES PROV. POUR CONGES A PAYER	1 237 086,17	1 162 024,90	75 061,27
428350	DETTES PROV. POUR MODULATION	97 351,77	96 388,16	963,61
428400	INTERESSEMENT A VERSER	958 878,00	1 045 770,00	-86 892,00
438200	CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYE	459 272,33	481 899,68	-22 627,35
438350	PROV CH SOC S/ MODULATION	35 251,46	39 609,05	-4 357,59
438565	CHARGES SOC. S/INTERESSEMENT	191 776,00	209 154,00	-17 378,00
438570	CHARGES SOC. S/PARTICIPATION	125 545,00	83 317,00	42 228,00
448600	CHARGES FISCALES A PAYER	365 290,64	551 805,50	-186 514,86
448620	CHARGES FISCALES SUR CONGES A PA	26 350,26	24 751,58	1 598,68
448635	PROV CH FISC S/ MODULATION	2 073,73	2 053,15	20,58
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		3 498 875,36	3 696 773,02	-197 897,66
TOTAL CHARGES A PAYER		7 399 088,68	7 676 736,95	-277 648,27

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 132 790,63	709 409,29	423 381,34
486100	CHARGES d'AVANCE STOCKS	278 072,70	302 222,63	-24 149,93
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 410 863,33	1 011 631,92	399 231,41

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	CLIENTS FRES A ETABLIR	11 818,56	11 818,56	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		11 818,56	11 818,56	
AUTRES CREANCES				
409800	FOURNISSEURS AVOIRS A RECEVOIR	507 546,16	444 254,43	63 291,73
468700	DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	87 200,00	123 201,00	-36 001,00
TOTAL AUTRES CREANCES		594 746,16	567 455,43	27 290,73
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		606 564,72	579 273,99	27 290,73

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	252 400			20
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		44 518 718
Distributions sur résultats antérieurs		403 840
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		44 114 878

Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	2 050 074	492 090
Autres variations		
Résultat de l'exercice		4 533 418
	SOLDE	2 975 434

Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		47 090 313

Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes sur établissements de crédit	11 929 012

Emprunts et dettes financières divers

Engagements reçus :
Caution Financière Batteur sur emprunts Laboratoires Gilbert
Total Engagements reçus au 31/12/2019 (Capital + Intérêts) :
16 203 103.24€

TOTAL	11 929 012
--------------	-------------------

In Extenso

LABORATOIRES GILBERT

***Siège social : 928 Avenue du Général de Gaulle
14200 - HEROUVILLE SAINT CLAIR***

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES 2019

« COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL »



**In Extenso
Orne**

**30 Rue d'Alençon
CONDE SUR SARTHE
BP 321
61009 ALENCON CEDEX**

In Extenso

LABORATOIRES GILBERT

Société par actions simplifiée

Siège social : 928 Avenue du Général de Gaulle

14200 - HEROUVILLE SAINT CLAIR

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

Aux associés

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAS LABORATOIRES GILBERT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 24 Avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Evénements post-clôture » de l'annexe des comptes annuels concernant la crise sanitaire du COVID-19 et ses effets sur l'activité de la société en 2020.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés que les notes « Stocks » et « Créances » de l'annexe fournissent une information appropriée sur les règles utilisées en matière d'évaluation et de dépréciation. Nous avons examiné les modalités d'évaluation de ces actifs et, procédé à l'appréciation de l'approche retenue par votre société sur la base des éléments disponibles à ce jour, et avons mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

In Extenso

SAS LABORATOIRES GILBERT
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication aux associés appelés à statuer sur les comptes .

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

ALENCON, le 22 juin 2020
Commissaire aux comptes
IN EXTENSO ORNE



Frank LAMOTTE

ANNEXE

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	3 709 834	2 910 623	799 210	1 023 715
Fonds commercial	3 025 555		3 025 555	2 715 245
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	12 202 938	10 549 013	1 653 925	2 434 728
Installations techniques, matériel, outillage	65 422 961	48 006 605	17 416 356	21 149 327
Autres immobilisations corporelles	691 134	574 123	117 011	130 434
Immobilisations en cours	13 797 444		13 797 444	4 988 442
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	29 007	11	28 996	28 996
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	423 541		423 541	423 541
ACTIF IMMOBILISE	99 302 415	62 040 376	37 262 039	32 894 429
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	3 875 621	606 100	3 269 521	3 323 485
En-cours de production de biens	1 300 347	134 325	1 166 021	922 152
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	7 253 845	215 687	7 038 158	5 381 379
Marchandises	8 205 722	358 265	7 847 457	7 932 033
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	33 930 055	729 406	33 200 649	29 627 738
Autres créances	2 746 054		2 746 054	6 801 434
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	2 705 815		2 705 815	2 624 682
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 410 863		1 410 863	1 011 632
ACTIF CIRCULANT	61 428 322	2 043 783	59 384 538	57 624 534
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	1 340		1 340	
TOTAL GENERAL	160 732 076	64 084 159	96 647 917	90 518 963

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 5 048 000)	5 048 000	5 048 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	504 800	504 800
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	11 195 661	11 195 661
Report à nouveau	12 281 644	8 394 937
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	4 533 418	4 290 547
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	13 526 790	15 084 774
CAPITAUX PROPRES	47 090 313	44 518 718
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 345	70 000
Provisions pour charges	150 500	108 500
PROVISIONS	151 845	178 500
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	24 583 211	17 976 800
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	1 271 526	785 662
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 530 256	17 520 396
Dettes fiscales et sociales	5 595 639	5 587 761
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 041 700	3 372 078
Autres dettes	383 333	578 790
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	49 405 666	45 821 487
Ecart de conversion passif	94	257
TOTAL GENERAL	96 647 917	90 518 963

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	87 733 051	48 748 967	136 482 017	137 291 138
Production vendue de services	4 556 991	512 408	5 069 398	4 734 046
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	92 290 041	49 261 375	141 551 416	142 025 184
Production stockée			1 764 934	-573 378
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			218 030	39 800
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			824 521	687 911
Autres produits			2 853 570	1 139 465
PRODUITS D'EXPLOITATION			147 212 471	143 318 982
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			61 141 154	59 697 854
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-28 493	-1 404 043
Autres achats et charges externes			47 857 148	48 167 912
Impôts, taxes et versements assimilés			1 769 240	1 944 690
Salaires et traitements			14 499 634	13 515 052
Charges sociales			6 941 803	6 679 402
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 271 404	5 712 810
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			462 834	636 599
Dotations aux provisions			42 000	158 500
Autres charges			3 951 448	3 516 823
CHARGES D'EXPLOITATION			141 908 172	138 625 600
RESULTAT D'EXPLOITATION			5 304 299	4 693 382
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			15 708	17 611
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			63 981	62 429
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			575	-7
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			80 265	80 033
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			1 356	
Intérêts et charges assimilées			312 531	261 994
Différences négatives de change			469	249
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			314 357	262 242
RESULTAT FINANCIER			-234 092	-182 210
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			5 070 207	4 511 172

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	323	26 153
Produits exceptionnels sur opérations en capital	8 700	244 127
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	2 100 736	2 187 367
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 109 759	2 457 648
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 733	5 975
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 507	105 152
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	492 090	1 241 650
CHARGES EXCEPTIONNELLES	498 331	1 352 776
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 611 429	1 104 872
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	627 723	416 583
Impôts sur les bénéfices	1 520 495	908 914
TOTAL DES PRODUITS	149 402 495	145 856 662
TOTAL DES CHARGES	144 869 077	141 566 115
BENEFICE OU PERTE	4 533 418	4 290 547

CERTIFIÉ
*Le Commissaire
aux Comptes*

Extension Usine Cambridge :

Une extension de l'usine située sur le site de Cambridge est en cours.

Le budget total du projet est de 29 672 K€, réparti comme suit :

- Coût de la partie « Immobilière », portée par la SCI CAMBRIDGE : 7 229 K€
- Coût liée à la partie « Industrielle », portée par les LABORATOIRES GILBERT : 22 443 K€

Les travaux immobiliers, portés par la SCI CAMBRIDGE, ont débuté sur le 2^{ème} semestre 2018 et se termineront en 2020.

Ce projet est intégralement financé par nos partenaires bancaires.

Au 31/12/2019, des acomptes sur les machines liées à cette extension ont été versés sur l'année 2019, ce qui explique le montant du poste « Immobilisations en cours ».

Evènements post-clôture :

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement postérieur au 31 décembre 2019 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2019, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2019 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

L'entreprise constate que ces événements sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur son activité depuis mi-mars 2020, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation.

Eu égard à une situation extrêmement évolutive, il est difficile d'en estimer les impacts financiers. A la date d'arrêt des comptes de l'entreprise, celle-ci n'est pas en mesure de chiffrer l'impact de la crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

L'entreprise a toutefois mis en œuvre les actions estimées nécessaires à la continuité de l'activité.

CICE :

Jusqu'au 31 décembre 2018, le Crédit d'impôt Compétitivité et Emploi (CICE) était constaté au crédit du compte 649 – Charges de personnel CICE, conformément à la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables.

Cette présentation est modifiée sur l'exercice en cours, le CICE ayant été remplacé depuis le 1er janvier 2019 par un allègement des cotisations patronales.

Les comptes annuels sont établis en conformité avec la réglementation en vigueur et en particulier avec les règlements publiés par le Comité de Réglementation Comptable (CRC), notamment le Plan Comptable Général (Règlement ANC 2014-03 du 05/06/2014).

Les règles sur les actifs, amortissements et dépréciations qui sont issues des règlements CRC 2002-10 (du 12 décembre 2002) et 2003-07 (du 12 décembre 2003) sur les amortissements et les dépréciations, du règlement CRC 2004-06 (du 23 novembre 2004) relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Ces règlements ont été complétés par divers autres textes notamment : l'avis 2003-E du 9 juillet 2003 du comité d'urgence du CNC concernant les modalités de première application de la comptabilisation par composants et des dispositions transitoires prévues à l'article 15 du règlement 2002-10 du CRC relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs ainsi que l'avis 2005-D du 1er juin 2005 du comité d'urgence afférent aux modalités d'application des règlements 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Lorsque la valeur d'inventaire des fonds commerciaux reconnue comme valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations incorporelles	Amort. pour¹ dépréciation	Amort. fiscalement pratiqués
Brevets et Marques	10%L	10%L

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif ; E = exceptionnel) :

Immobilisations corporelles	Amortissements pour dépréciation	Amortissements fiscalement pratiqués
Constructions	10 à 25 ans L	10 à 25 ans L
Agencements de constructions	10 à 25 ans L	10 à 20 ans L
Installations techniques, mat.outillage	5 à 15 ans L ou D	5 à 15 ans L ou D
Install. générales agencets, aménagts	5 à 15 ans L ou D	5 à 15 ans L ou D
Matériel de transport	4 ans L	4 ans L
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans L ou D	3 à 5 ans L ou D
Mobilier	10 ans L	10 ans L

Les agencements de constructions, le matériel industriel, l'agencement du matériel, dont la valeur nette comptable au 01/01/2005 était supérieur à 8 000€, ont été décomposés par réallocation des valeurs nettes comptables et amortis selon les critères retenus par l'administration fiscale dans son instruction BO 4-A-3-05.

Les immobilisations autres que celles citées ci dessus, inscrites à l'actif lors de la mise en application des nouvelles règles, n'ont pu faute d'information suffisante, être décomposées.

La valeur résiduelle, n'étant pas significative et mesurable, n'a pas été prise en compte pour le calcul des amortissements.

➤ L'application des nouvelles normes a eu pour conséquence :

- de diminuer les amortissements économiques
- de générer des amortissements dérogatoires.

FONDS DE COMMERCE

Les fonds commerciaux sont non amortis et d'une durée d'utilisation non limitée.

Conformément à la modification du Code de Commerce en Juillet 2015, transposant la Directive Comptable Unique Européenne n°2013/34/UE du 26 Juin 2013, des tests de dépréciation ont été effectués sur les fonds de commerce présents à l'actif à la clôture des comptes.

Aucune dépréciation complémentaire n'a été constatée sur l'exercice.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS

• La méthode utilisée pour la dépréciation du stock est fondée sur l'analyse de son renouvellement et prend en compte 3 critères :

- la rotation du stock
 - la date de dernière entrée en stock
 - l'analyse individualisée de chaque article.
- Chaque catégorie de marchandises en stock est ainsi analysée en fonction :
 - de la quantité d'article en stock au début de l'exercice
 - du nombre d'articles vendus au cours de l'exercice
 - du temps de rotation des articles.

L'analyse du renouvellement du stock est réalisée à partir du taux de rotation des marchandises calculé en nombre de jours.

Les stocks ont ainsi été divisés en trois catégories en fonction de leur taux de rotation :

- Taux de rotation inférieur à 220 jours ouvrés (1 an)
 - Taux de rotation compris entre 220 jours et 700 jours ouvrés (entre 1 an et 2 ans)
 - Taux de rotation supérieur à 700 jours ouvrés (3 ans).
- La dépréciation est également fonction de la date de dernière entrée dans le stock. Ainsi, la dépréciation des articles ne débute qu'après une présence en stock du dernier article entré d'au moins douze mois.
 - Cette méthode statistique est systématiquement contrôlée individuellement (article par article) par les services comptables et marketing.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Provisions clients:

Les créances clients sont provisionnées à 100% :

- quand au 31/03/N+1 la date d'échéance est dépassée de 3 mois pour les pharmacies
- quand au 31/03/N+1 la date d'échéance est dépassée de 6 mois pour les autres clients
- quand les clients font l'objet d'une procédure judiciaire.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

Intégration fiscale :

Depuis l'exercice ouvert le 01/01/2001, la société LABORATOIRES GILBERT est comprise dans le périmètre d'intégration de la société :

SAS FINANCIERE BATTEUR
Avenue du Général de Gaulle
14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

La charge d'impôt est supportée par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration. Il n'y a donc pas de différence entre l'impôt comptabilisé et la charge d'impôt qu'aurait supporté la société en l'absence d'intégration.

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 396 749		356 741
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	12 182 613		20 326
Install. techniques, matériel et outillage ind.	65 180 223		375 754
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport	28 685		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	663 979		28 036
Emballages récupérables et divers	46 162		
Immobilisations corporelles en cours	4 988 442		8 809 002
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	83 090 104		9 233 118
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	28 996		11
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	423 541		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	452 537		11
TOTAL GENERAL	89 939 390		9 589 870

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		18 101	6 735 389	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			12 202 938	
Installations techn., matériel et outillages ind.		133 016	65 422 961	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport			28 685	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		75 728	616 287	
Emballages récupérables et divers			46 162	
Immobilisations corporelles en cours			13 797 444	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		208 744	92 114 478	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			29 007	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			423 541	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			452 549	
TOTAL GENERAL		226 845	99 302 415	

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 657 789	270 935	18 101	2 910 623
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	9 747 885	801 128		10 549 013
Installations techniques, matériel et outillage industriels	43 732 945	4 157 881	131 509	47 759 316
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport	28 685			28 685
Matériel de bureau et informatique, mobilier	579 706	41 459	75 728	545 438
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	54 089 221	5 000 468	207 237	58 882 452
TOTAL GENERAL	56 747 010	5 271 404	225 339	61 793 075

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- Installations	33 879			27 783			6 096
Install. Tech.	455 718			2 002 700			-1 546 983
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau	2 494			19 591			-17 098
Embal récup.							
CORPOREL.	492 090			2 050 074			-1 557 984
Acquis. titre							
TOTAL	492 090			2 050 074			-1 557 984

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	--------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	15 084 774	492 090	2 050 074	13 526 790
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	15 084 774	492 090	2 050 074	13 526 790
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change		1 340		1 340
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	178 500	42 005	70 000	150 505
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	178 500	43 345	70 000	151 845
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles	297 951		50 662	247 289
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation		11		11
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	1 283 060	343 422	312 104	1 314 377
Dépréciations comptes clients	609 994	119 412		729 406
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	2 191 005	462 845	362 766	2 291 084
TOTAL GENERAL	17 454 279	998 281	2 482 841	15 969 719

Dotations et reprises d'exploitation	504 834	382 104
Dotations et reprises financières	1 356	
Dotations et reprises exceptionnelles	492 090	2 100 736
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice		

CERTIFIÉ
le Commissaire
aux Comptes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	423 541		423 541
Clients douteux ou litigieux	347 782	347 782	
Autres créances clients	33 582 273	33 582 273	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	4 963	4 963	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	54 754	54 754	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 040 939	2 040 939	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	28 765	28 765	
Débiteurs divers	616 633	616 633	
Charges constatées d'avance	1 410 863	1 410 863	
TOTAL GENERAL	38 510 513	38 086 972	423 541

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	24 583 211	3 461 141	7 145 212	13 976 858
Emprunts et dettes financières divers	717 151	717 151		
Fournisseurs et comptes rattachés	16 530 256	16 530 256		
Personnel et comptes rattachés	2 930 811	2 930 811		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 014 531	2 014 531		
Etat : impôt sur les bénéfices	174	174		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	207 655	207 655		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	442 469	442 469		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 041 700	1 041 700		
Groupe et associés	554 375	554 375		
Autres dettes	383 333	383 333		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	49 405 666	28 283 596	7 145 212	13 976 858

Emprunts souscrits en cours d'exercice 10 077 299
Emprunts remboursés en cours d'exercice 3 439 378
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid. encaiss.	Val. brute Val. nette	Titres Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)						
GROUPE BATTEUR DEVELOPPEMENT Av Gal de Gaulle, 14200 HEROUVILLE ST	38 661 663 006	75		28 996		
			0,00			
			0,00			
			0,00			
			0,00			
			0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)						
			0,00			
			0,00			
			0,00			
			0,00			
			0,00			
			0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS						
			0,00			
			0,00			
			0,00			
			0,00			
			0,00			
			0,00			

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

Laboratoires Gilbert

Dépréciation des fonds de commerce

<i>en K€</i>		Valeur Brute 31/12/2018	+	-	Valeur Brute 31/12/2019	CA 2019 Niveau Fonds de commerce
Fonds de commerce	"Cosmopharm"	2 700			2 700	7 354
Fonds de commerce	"Laboratoires Gilbert"	15			15	
Fonds de commerce	"Arthur et Lola"		310		310	N/A
Total		2 715			3 025	

Le fonds de commerce "Arthur et Lola" a été acquis en date du 31/12/2019

<i>en K€</i>		Dépréciation 31/12/2018	+	-	Dépréciation 31/12/2019
Fonds de commerce	"Cosmopharm"	-			-
Fonds de commerce	"Laboratoires Gilbert"	-			-
Fonds de commerce	"Arthur et Lola"	-			-
Total		-	-	-	-

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée au cours de l'exercice.

<i>en K€</i>		Valeur Nette 31/12/2018	+	-	Valeur Nette 31/12/2019
Fonds de commerce	"Cosmopharm"	2 700	-		2 700
Fonds de commerce	"Laboratoires Gilbert"	15	-		15
Fonds de commerce	"Arthur et Lola"	-	310		310
Total		2 715	310	-	3 025

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
168800	INTERETS COURUS NON ECHUS	5 663,00	9 321,00	-3 658,00
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		5 663,00	9 321,00	-3 658,00
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100	FOURNISSEURS FACTURES NON PARVEN	3 531 811,42	3 159 348,01	372 463,41
408101	COMPTE FOURNISSEURS	-20 594,42	232 520,45	-253 114,87
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		3 511 217,00	3 391 868,46	119 348,54
AUTRES DETTES				
419800	CLIENTS AVOIRS A ETABLIR	353 658,88	555 299,42	-201 740,54
468600	DIVERS CHARGES A PAYER	29 774,44	23 476,05	6 298,39
TOTAL AUTRES DETTES		383 333,32	578 774,47	-195 441,15
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	DETTE PROV. POUR CONGES A PAYER	1 237 086,17	1 162 024,90	75 061,27
428350	DETTE PROV. POUR MODULATION	97 351,77	98 388,16	963,61
428400	INTERESSEMENT A VERSER	958 878,00	1 045 770,00	-86 892,00
438200	CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYE	459 272,33	481 899,68	-22 627,35
438350	PROV CH SOC S/ MODULATION	35 251,46	39 609,05	-4 357,59
438565	CHARGES SOC. S/INTERESSEMENT	181 778,00	209 154,00	-17 376,00
438570	CHARGES SOC. S/PARTICIPATION	125 545,00	83 317,00	42 228,00
448600	CHARGES FISCALES A PAYER	365 290,64	551 605,50	-186 514,86
448620	CHARGES FISCALES SUR CONGES A PA	26 350,26	24 751,58	1 598,68
448635	PROV CH FISC S/ MODULATION	2 073,73	2 053,15	20,58
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		3 498 876,36	3 696 773,02	-197 897,66
TOTAL CHARGES A PAYER		7 399 038,63	7 676 736,95	-277 648,27

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

Charges et produits constatés
d'avance

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 132 790,63	709 409,29	423 381,34
486100	CHARGES d'AVANCE STOCKS	278 072,70	302 222,63	-24 149,93
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 410 863,33	1 011 631,92	399 231,41

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	CLIENTS FRES A ETABLIR	11 818,58	11 818,56	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		11 818,58	11 818,56	
AUTRES CREANCES				
408800	FOURNISSEURS AVOIRS A RECEVOIR	507 546,16	444 254,43	63 291,73
468700	DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	87 200,00	123 201,00	-36 001,00
TOTAL AUTRES CREANCES		594 746,16	567 455,43	27 290,73
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		605 564,72	579 273,99	27 290,73

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	252 400			20
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs			44 518 718
Distributions sur résultats antérieurs			403 840
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs			44 114 878
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital			
Variations des primes liées au capital			
Variations des réserves			
Variations des subventions d'investissement			
Variations des provisions réglementées		2 050 074	492 090
Autres variations			
Résultat de l'exercice			4 533 418
		SOLDE	2 975 434
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			47 090 313

Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes sur établissements de crédit	11 929 012

Emprunts et dettes financières divers

Engagements reçus :
Caution Financière Bateau sur emprunts Laboratoires Gilbert
Total Engagements reçus au 31/12/2019 (Capital + Intérêts) :
16 203 103.24€

TOTAL	11 929 012
--------------	-------------------

CERTIFIÉ
*Le Commissaire
aux Comptes*

Engagements financiers et autres informations

Rubriques	Montant hors bilan
-----------	--------------------

Effets escomptés non échus

Avals et cautions

Engagements en matière de pension

2 668 432

Autres engagements donnés

TOTAL

2 668 432

CERTIFIÉ
*Le Commissaire
aux Comptes*

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	60	
Agents de maîtrise	152	
Employés	223	
	TOTAL	434

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

Rubriques	Montant
-----------	---------

IMPOT DU SUR :

Provisions réglementaires :

Provisions pour hausse de prix

Provisions pour fluctuation des cours

Provisions pour investissements

Amortissements dérogatoires

4 193 305

Subventions d'investissement

TOTAL ACCROISSEMENTS**4 193 305****IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :**

Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :

Congés payés

307 502

Participation des salariés

194 594

Autres

80 359

A déduire ultérieurement :

Provisions pour propre assureur

Autres

TOTAL ALLEGEMENTS**582 454****SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE****3 610 851****IMPOT DU SUR :**

Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :

Déficits reportables

Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

**Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société**

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
FINANCIERE BATTEUR Avenue du Général de Gaulle 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR N° SIRET : 348 974 346 00028	SAS	5 000 000	99,97 %

CERTIFIÉ
*Le Commissaire
aux Comptes*

Engagements de retraite :

Les engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite sont conformes aux obligations légales et réglementaires en la matière en France et découlent de l'application du code de Travail et de la convention collective applicable dans chaque établissement de l'entreprise.

Les engagements de la société en matière de retraite et d'indemnité de départ à la retraite, sont déterminés en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses actuarielles.

Les paramètres de calcul prennent en compte les éléments suivants :

- Taux d'inflation : 1.50%
- Taux de rendement : 3.75%
- Taux d'actualisation : 2.2167%
- Table de mortalité : INSEE 2018
- Taux de charges sociales : 36.99%

Le montant des engagements de retraite droits acquis et charges sociales s'élève à 2 668 432€.

Marques LAINO et NEUTRADERM :

La perte d'exclusivité sur les marques Laino et Neutraderm a généré la perception d'une indemnité de rupture de 2 426 633€.

La répartition du CA sur l'année 2019 se décompose ainsi :

Pour la société Laboratoires Gilbert

<i>REGION</i>	<i>Total</i>
Afrique	4 818 777,85
Amérique	2 087 717,36
Asie	5 883 479,55
Dom-Tom	10 601 985,03
Europe de l'est	7 941 983,42
Europe de l'ouest	9 185 761,30
Europe du Nord	61 808,41
Europe du Sud	3 673 275,68
France	100 455 476,05
Maghreb	4 423 631,64
Moyen orient	1 755 248,76
Océan indien	299 471,67
Océanie	80 155,75
Total général	151 268 772,47

Ce CA est extrait de notre outil de gestion des ventes.

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes



Société par actions simplifiée au capital de 5.048.000 euros
Avenue du Général de Gaulle - 14200 HEROUVILLE SAINT-CLAIR
306 062 944 RCS CAEN

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 23 JUIN 2020

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019

.../

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice s'élevant à 4 533 417,94 euros :

- A titre de dividendes aux associés : 403 840 euros,
Le dividende unitaire est donc de 1,60 euro. Le dividende en numéraire sera mis en paiement au siège social à compter du 23 juin 2020. Ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts ;
- Le solde, au poste « Report à nouveau » : 4 129 577,94 euros.

L'Assemblée reconnaît en outre qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué les dividendes suivants :

Exercices	Dividendes	Montant éligible à l'abattement prévu par l'article 158-3-2 du C.G.I.
2016	EUR 378 600	EUR 378 600
2017	EUR 504 800	EUR 504 800
2018	EUR 403 840	EUR 403 840

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

.../

« COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL »